

Hepatitis Vaccination : the Health dept. strikes back : How the French ministry of health is about to launch a second vaccination campaign regardless to the dangerous secondary effects of this vaccine and all the victims who ask for law suit in what could be considered as a national health scandal.

VACCIN HEPATITE B : REPRISE DE L'OFFENSIVE ?

Le Ministère de la Santé s'apprêterait à relancer de manière massive les campagnes de vaccination contre l'hépatite B¹. La décision est fondée sur un rapport qui, bien sûr, fait le jeu des laboratoires mais qui est vivement contesté par les associations de victimes du vaccin.

Dans cette reprise des campagnes de vaccination anti-hépatite B, les principales cibles sont les nourrissons mais aussi les enfants et les préadolescents, ainsi que les personnels des établissements de santé bien entendu. Il y a quatre ans, le Secrétariat d'Etat à la santé avait suspendu la campagne de vaccination dans les collèges devant les accidents survenus ; il ne pense pas revenir soi-disant pas sur cette décision, mais pourtant, il en a tout l'air !

L'état vaccinal des enfants vis-à-vis de l'hépatite B sera même vérifié par les médecins scolaires lors de la visite médicale d'entrée en classe de sixième. Même si le vaccin n'est toujours pas obligatoire (sauf pour le personnel médical) donc non inscrit dans la loi, les enfants qui ne seront pas déjà vaccinés seront lourdement incités à le faire en s'adressant à leur médecin traitant. On peut être sûr que la propagande médiatique massive de peur de la maladie qui sera mise en place constituera une sérieuse pression psychologique en ce sens.

À l'occasion du lancement du Plan national hépatites, le Secrétaire d'Etat à la Santé, Bernard Kouchner, avait annoncé, le 20 février 2002, cette reprise éventuelle des campagnes de vaccination contre l'hépatite B (lancées à l'origine par le ministre Douste-Blazy²) après étude d'un rapport commandé à des experts pour faire le point sur cette vaccination en France et proposer des recommandations nouvelles. Traduisez : une nouvelle série d'arguments terrorisants et incitateurs.

Ce jour là, le rapport était toujours à l'étude par le ministère. Il devait être ensuite communiqué au Conseil Supérieur de l'Hygiène Publique de France chargé de préparer les propositions définitives qui serviront de base au Ministère de la Santé pour lancer cette nouvelle opération très fructueuse pour les laboratoires pharmaceutiques...

Cela dit, le Secrétaire d'Etat a déjà annoncé les grandes lignes de ces recommandations. Différentes campagnes d'information en faveur des vaccinations sont prévues (et budgétisées) pour 2002 et 2003.

Avec pour priorités :

- La vaccination des nourrissons ;
- Une stratégie de "rattrapage" des préadolescents non vaccinés ;
- Un contrôle et le rappel de l'obligation vaccinale des personnels des établissements sanitaires et sociaux exposés au sang et aux liquides biologiques ;
- La vaccination des groupes à risques.

¹ Seuls trois pays ont agi ainsi : La France, les USA et l'Italie.

² Le ministre Italien de la santé a reçu 600 millions de lires juste avant de lancer la campagne de vaccination et a été plus tard inculpé et condamné à plusieurs années de prison ferme pour corruption.

Des chiffres divergents voire délirants

Selon certains journalistes, la lecture de ce rapport d'expertise laisse pantois : « *Les experts sont obnubilés par la nécessité de vacciner à tout prix. Ils balaient allégrement tous les témoignages des victimes. Ils se basent à cet effet sur une argumentation scientifique très contestable* ». Finalement, il s'avère que le nombre de cas d'hépatite B n'a jamais été bien évalué en France et qu'il y a des chiffres très divergents avec sûrement des camouflages d'une réalité trop embarrassante.

Pourtant, aux USA, la loi fédérale obligeant les médecins à déclarer les complications vaccinales au VAERS (*Vaccine Adverse Event Reporting System*), branche du FDA, les données sont édifiantes.

Entre le 01/07/1990 et le 31/10/1998, le VAERS a compté près de 25000 effets secondaires du vaccin contre l'hépatite B, dont 9673 cas très graves et 439 décès dont 180 classés mort subite du nourrisson. En France, il a été enregistré 13363 accidents vaccinaux dont 1850 graves et 642 décès pour le vaccin contre l'hépatite B.

Le journal médical Anglais, *The Lancet* (vol. 334) expliquait que cette vaccination a été clairement associée à une exacerbation des maladies auto-immunes comme les scléroses en plaques ou des syndromes de Guillain-Barré. Mais, en France, très peu de professionnels de la santé ou de gens lisent l'anglais, et à fortiori *The Lancet*...

Les seuls chiffres retenus comme valables sont ceux de la période 1991-1998 puisqu'ils correspondent à ceux de la période où l'on a le plus vacciné, période qui semble aux experts démontrer l'efficacité du vaccin...

Or à chaque fois que les autorités de la santé ont voulu démontrer l'efficacité d'un vaccin, il y a toujours eu manipulations de chiffres en leur faveur. Mais comme cela a été prouvé en 1995 par des journalistes, de nombreux spécialistes indépendants ont montré que, comme pour d'autres vaccins et d'autres maladies, l'incidence de l'hépatite B avait largement diminué en France bien avant 1991 simplement grâce aux mesures d'hygiène concernant les professions de santé et les groupes à risque. Ainsi, les vaccinations n'ont qu'en partie contribué, par la suite, à la poursuite de la baisse puisqu'elles sont tout bonnement faites durant les périodes de baisse naturelle ! Leur efficacité n'est donc pas vraiment démontrée.

Mais le culot des pro-vaccination est tel qu'il défie l'honnêteté intellectuelle la plus élémentaire : on apprend ainsi qu'il ne serait plus possible d'estimer de manière fiable, même depuis 1998, le nombre de personnes atteintes par l'hépatites B parce que le nombre de cas de la maladie serait devenu trop faible en France. Pourtant, ce faible nombre de cas restant n'empêche pas ces autorités de recommander quand même des vaccinations massives sur la base d'un rapport bénéfices/risques qui ne peut donc plus être estimé. Incohérence patente !

Pourquoi donc vacciner en France puisque les risques sont devenus faibles et le nombre des cas, comme leur probabilité d'existence, est insignifiant ? Or la France a toujours été parmi les pays où le nombre de cas d'hépatite B est très faible. Si les experts en rappellent les risques en détaillant leur gravité, on peut douter sans toutefois les ignorer, de leur probabilité d'apparition dans ce pays.

Par contre, en vaccinant inutilement des millions de personnes qui n'avaient aucune chance d'être contaminées, on leur a fait courir des risques à court et moyen termes de maladies auto-immunes tel que l'a expliqué le Dr Jane Orient³ au Comité de Réforme du gouvernement pour 4600 cas avérés : Lupus érythémateux, syndrome de Guillain-Barré, polyarthrites, péricardites, uvéites postérieures, névrites ophtalmiques, lichen plan, myofascites à macrophages, scléroses en plaques (notamment dus à l'aluminium et au mercure contenu dans

³ Présidente de l'association des médecins et chirurgiens Américains (AAPS)

les doses de vaccins). Il faut compter aussi l'augmentation préoccupante de l'asthme et du diabète type 2. Pour les enfants, le risque d'un tel effet secondaire dû au vaccin est 100 fois supérieur au risque de contracter l'hépatite B !

Un rapport de la Direction Générale de la Santé du 15/02/2002 estime que le vaccin aurait produit « *la plus grande série d'effets indésirables recueillis en pharmacovigilance depuis sa naissance en 1974* ». Pourtant, tous les responsables de la Santé affirment en cœur qu'il n'y a presque pas d'effets secondaires. Et l'on pense au nuage de Tchernobyl qui s'est arrêté pile aux frontières Françaises, ainsi qu'aux « responsables mais pas coupables » du Ministère de la Santé.

Par ailleurs, il faut savoir que beaucoup de personnes ont été en contact avec le virus de l'hépatite B et ne le savent pas parce que personne n'a vérifié leur gamma GT lors d'analyses de sang. Beaucoup de gens possèdent naturellement les anticorps de l'hépatite B (séropositivité à cette maladie) sans jamais avoir eu de symptômes ni d'inconvénients quelconques car cette maladie est généralement asymptomatique. Ils sont donc ainsi naturellement vaccinés par guérison spontanée (plus de 95 % des cas). Par ailleurs, les probabilités que l'hépatite B conduise au cancer du foie sont infimes donc quasiment négligeables selon les spécialistes qui avouent avoir grossi exagérément le risque.

En effet, sur ce point, certains y sont même allés allègrement. Le laboratoire Mérieux a affirmé noir sur blanc dans une plaquette que la salive était contaminante alors qu'aucun cas d'une telle contamination n'a été rapporté. Ce laboratoire a même écrit dans une note interne révélée lors d'un journal télévisé de 20 H sur France 2 (23/3/1998) que « *sur le marché de la vaccination, les adolescents sont un segment porteur (...) il faut dramatiser (...) faire peur avec la maladie* ». Et des hommes politiques qui n'y entendent rien ont même relayé cet esprit et cette intox. Ainsi, le Conseil général des Hauts-de-Seine a affirmé à son tour dans un tract que « *l'hépatite B se transmet par la salive, le baiser et le partage d'objets familiers* ». D'autres, comme Claude Hannoun de l'Institut Pasteur osent affirmer que « *le virus se transmet directement par le sang, la salive, le sperme et les sécrétions vaginales* »⁴.

Or aucune preuve scientifique de telles contaminations n'a été établie.

Côté mensonges délirants, les choses vont bon train. Même le Ministre Douste-Blazy y est allé de chiffres farfelus non démontrés en parlant de « *40 000 contaminations par an touchant principalement les jeunes* »⁵. Le Pr. Girard, alors directeur général de la santé a aussi affirmé que l'épidémie d'hépatite B progressait⁶, alors que de son côté, l'INSERM et la Surveillance Epidémiologique de la Courly montrait qu'il y avait 12 fois moins de cas d'hépatite B en 1992 qu'en 1978.

Tous ces chiffres et affirmations relèvent-ils de l'ignorance, de l'incompétence ou du mensonge organisé ?

A ce compte-là, qui oserait encore avoir confiance dans le Ministère de la Santé et croire qu'il se préoccupe vraiment de la santé des Français ?

Qui oserait encore penser que les experts officiels et les responsables politiques ne peuvent être « domestiqués », vu le niveau de corruption sévissant en France selon *Transparency International* ?

Qui oserait risquer la santé de ses enfants dans une telle cacophonie ?

Comment peut-on d'un autre côté, et dans ces conditions, s'apprêter à relancer des campagnes de vaccination massives comme si la France avait les conditions d'hygiène de pays du tiers-monde ?

⁴ Cf. La vaccination, Ed. Que sais-je, 1999

⁵ Cf. Libération, 4/09/1994. Ce ministre-médecin a donné des chiffres farfelus 5 fois supérieurs à ceux du Réseau de Santé Publique dont le directeur, Le Pr. Drucker, a lui-même avancé des chiffres 3 à 5 fois supérieurs à ceux de l'INSERM !

⁶ Cf. Le Généraliste, n° 1643, 1995

Deux explications évidentes apparaissent à l'esprit : la pression de certains chercheurs « achetés » et surtout les intérêts financiers des laboratoires faisant également pression sur d'autres chercheurs et le corps médical. Ainsi, l'académie de Médecine se serait malgré tout prononcée le 5 février 2002 pour la relance des vaccinations contre l'hépatite B... *Business is business*, et on peut être sûr que ce credo « universel » dépasse les étiquettes politiques.

Vaccin de l'hépatite B et cas de leucémies

Selon une étude américaine menée par une équipe de l'école de l'université de Berkeley, il y aurait un lien entre le vaccin contre l'hépatite B et des cas de leucémies.

Une équipe de chercheurs de l'université de Berkeley a procédé à une étude épidémiologique sur des enfants du Nord de la Californie âgés de 0 à 14 ans entre 1995 et 1999. Les résultats démontreraient qu'il y aurait un lien entre la vaccination contre l'hépatite B et l'apparition de leucémie.

L'AFSSAPS (l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé) va procéder à une enquête en France, en demandant aux 31 Centres Régionaux de Pharmacovigilance de recenser tranquillement les cas de leucémie.

L'agence veut également vérifier si rien ne paraît biaisé dans l'étude de Berkeley, au cas où les américains seraient des imbéciles, des incapables ou des demeurés comme on se plaît à le penser généralement en France. Depuis juin 1994, les vaccins contre l'hépatite B font l'objet d'un suivi national tout particulier.

Les données concernant les atteintes neurologiques, les maladies auto-immunes et les atteintes hématologiques sont réévaluées régulièrement. Pourtant, il semble que les malades Français atteints de ces maladies à la suite des vaccinations (notamment de nombreux membres du personnel médical) soient complètement ignorés.

Il s'avère même que le Secrétaire d'Etat à la santé, Mr Kouchner, aurait lancé une circulaire en juillet 2000 stipulant qu'étant donné que la vaccination n'est pas obligatoire pour le public (seulement pour les membres du corps de santé), il n'y aurait pas de dédommagements par l'Etat en cas d'accident vaccinal...

Alors aux patients de tenter leur chance en jouant avec cette roulette russe médicale où le danger du vaccin s'avère manifestement très supérieur, selon les évidences, au danger de la maladie contre laquelle il est censé protéger (ce qui n'est pas du tout évident).

© Pascal Labouret – 2002

Source :

- Revue « *L'impatient* », n° 269
- « *Ce qu'on nous cache sur les vaccins* », Ed. Delville
- « *Les dix plus gros mensonges sur les vaccins* », Ed. Dangles, par Sylvie Simon